

Challengesoir

ANALYSE

Pourquoi le Grand Paris va devenir un monstre administratif

Pa David Bensoussan @@david_bensouss

Le 15.10.2015 à 16h00

Mis à jour le 15.10.2015 à 16h00

Si les travaux du futur super métro francilien avancent, la gouvernance politique de la métropole s'annonce chaotique.

S'ABONNER



Paris Tour Eiffel (C) AFP

0 RÉACTIONS

Pas moins de dix ministres ont fait le déplacement à Matignon en fin d'après-midi pour un comité sur le Grand Paris. Le gouvernement est aux petits soins pour les franciliens et veut le faire savoir alors que des élections régionales difficiles se profilent en décembre. Manuel Valls devait ainsi annoncer le lancement d'"opérations d'intérêt national" pour favoriser la construction de bureaux et de logements sur le modèle de La Défense, la création d'un "passe culture" donnant accès à 130 musées ou encore la confirmation de la liaison CDG Express entre l'aéroport de Roissy et le centre de Paris. Par contre, le Premier ministre est moins disert sur la gouvernance de la métropole, qui doit voir le jour le 1er janvier 2016. Un projet qui s'est transformé en monstre administratif au fil des compromis politiques.

Coup d'envol de certains travaux

En fait, le Grand Paris comporte deux volets relativement distincts. Le premier, mené par la Société du Grand Paris (SGP), est le plus concret pour le citoyen. Il concerne surtout les transports, avec la mise en place du Grand Paris Express: quatre nouvelles lignes, 68 gares et 200 kilomètres de métro automatique. Un chantier titanesque à 25 milliards d'euros, qui avance enfin. Les travaux pour prolonger la ligne 14 au nord vers Saint-Ouen ont démarré. L'ouverture au public est prévue en 2019, avec tout de même deux ans de retard. Les travaux préparatoires pour la ligne 15 au Sud ont eux aussi commencé. Enfin, la SGP a signé un partenariat avec la Caisse des Dépôts pour la construction de logements autour des gares du métro. Objectif: doubler le rythme de production en Ile-de-France, avec 70.000 logements par an.

En revanche, le deuxième volet du Grand Paris, qui concerne la gouvernance politique, est un vrai fiasco. La faute aux guéguerres politiciennes et aux visées électoralistes des uns et des autres. Au terme d'un marathon parlementaire de plus de deux ans, le projet de métropole parisienne a accouché d'une structure complètement bancale. Tout d'abord, pour ne pas froisser les élus régionaux, les contours de la métropole s'arrêtent aux 124 communes des trois départements de la petite couronne (Hauts-de-Seine, Val de Marne, Seine-Saint-Denis), excluant de fait l'aéroport de Roissy et le pôle de Saclay.